



<i>Nombre de conseillers En exercice : 70 Présents : 40 Date de convocation : 14 juin 2019</i>	L'an deux mil dix-neuf, le vingt juin, à vingt heures trente, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Etaient présents (40) :

Jacky BESLARD	Loïc GAUTIER	Annie MARINARO
Henri BONNEL	André GERARD	Charles MERLIER
Sylvie BRAULT	Marcelle GERARD	Marie-Caroline MONSALLIER
Dominique BRETON	Gérard GRANDIN	Bernard MOREAU
Stéphane BRUNEAU	Martin GRIPON	Maryse MUGICA
Gérard CHARCELLAY	Mireille GUYOT	Philippe PETRON
Pascal CHRETIEN	Marie LABASTIE	Martine PHILIPPE
Bertrand DABOUX	Didier LEROUX	Daniel POUSSIER
Françoise DUMESNIL	Henri LEROUX	Daniel POUTEAU
Jean-Marie DUMESNIL	Hervé LEROYER	Isabelle PREEL
Bernadette DURAND	Nadège LETELLIER	Claudine ROETZINGER
Anthony ERNOULT	Annick LIBERT	Sylvie SERAIS
Daniel FORGET	David LINSTÉAD	
Jean GARNIER	Rémy LOUVEL	

Absents (30) : Fabienne AGUITON - Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Evie BOUTELOUP - Eric BOUVIER - Micheline BRUNET - Pascal BRUNET - Chantal CANEVET - Denis COURTEILLE - Philippe DEROUAULT - Hugues FOURRE - Didier GERARD - Mathieu GERARD - Madeleine GODEFROY - Sophie GRIVOIS - Daniel JOUIN - Laurent LEBLANC - Fabien LECUYER - Jean-Paul LEROUX - Patrice LESELLIER - Gérard LEUDIERE - Josèphe LEVENEUR - Dominique LEVERRIER - Brigitte LIBERT - Michel MOREAU - Jean PETRON - Alain POUSSIER - Anne-Marie VOISIN

Pouvoir (0) :

Monsieur Dominique BRETON a été désigné secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1** - Traitement du phosphore sur la station d'épuration de Juvigny sous Andaine : résultat de la consultation
- 2** - Acquisition de terrain pour la création d'une voie desservant les futures constructions d'Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 3** - Remplacement du ballon d'eau chaude au gaz de la salle omnisports de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 4** - Travaux dans le logement de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 5** - Travaux de bardage à l'école Yves Duteil (partie communale)
- 6** - Révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 7** - Avant-projet de l'effacement des réseaux (part éclairage public) de la résidence Bellevue (commune déléguée de Juvigny sous Andaine)
- 8** - Avant-projet de l'effacement des réseaux (part éclairage public) de la commune déléguée de Loré
- 9** - Acquisition de terrain pour une aire du tri sélectif de la commune déléguée de Loré
- 10** - Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 3 (menuiseries extérieures et intérieures)
- 11** - Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 5 (plomberie PEC)
- 12** - Aliénation du chemin rural n° 4 sur la commune déléguée de Beaulandais
- 13** - Aliénation du chemin rural n° 33 (pour partie) sur la commune déléguée de Beaulandais
- 14** - Loyers du multiservices de la commune déléguée de Sept Forges
- 15** - Entretien de l'église Saint Aignan de la commune déléguée de Sept Forges
- 16** - Subvention allouée au comité de la stèle du camp du Ruchard (Indre et Loire)
- 17** - Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor
- 18** - Indemnité de gardiennage des églises
- 19** - Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial
- 20** - Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la CC ANDAINE-PASSAIS dans le cadre d'un accord local
- 21** - Prise en charge de la compétence facultative « eaux pluviales urbaines » par la communauté de communes Andaine-Passais
- 22** - Conditions de départ d'un locataire de la commune déléguée de Loré
- 23** – Acquisition d'un désherbeur mécanique
- 24** - Convention d'occupation du domaine public avec la société Free

2019054	Traitement du phosphore sur la station d'épuration de Juvigny sous Andaine : résultat de la consultation
----------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commission d'appel d'offres, s'est réunie les 25 avril et 21 mai 2019 afin de procéder à l'ouverture des enveloppes contenant les candidatures et les offres reçues dans les délais pour les travaux de mise en place d'un traitement du phosphore par injection de chlorure ferrique sur la station d'épuration existante de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine. Ces offres étant conformes au règlement de consultation ont donc été comparées et analysées.

Conformément à l'article 62 – II du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le jugement des offres a été effectué au moyen des critères suivants :

- critère n° 1 : valeur technique notée sur **50 points**

- . qualité du mémoire technique 10 points
- . dimensionnement des installations et leurs performances 25 points
- . le personnel, le matériel et les matériaux affectés aux travaux 10 points
- . prise en compte de la sécurité des agents et de l'accessibilité du site 5 points

. critère n° 2 : le prix de la prestation sur **50 points**

Après comparaisons et analyses, le résultat de l'offre retenue est le suivant :

Entreprise	Montant HT	Valeur technique sur 50 points	Valeur financière sur 50 points	Total points sur 100
AEIC	26 880,69 €	38	50	88

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- décide de retenir l'entreprise AEIC pour un montant total de 26 880,69 € HT (32 256,83 € TTC),
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2019055	Acquisition de terrain pour la création d'une voie desservant les futures constructions d'Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal le projet de construction de 5 à 6 logements locatifs par Orne Habitat (cf. délibération n° 2019009 du 11 février 2019). Outre l'achat d'une parcelle de 2 526 m², il conviendra de faire l'acquisition de 852 m² sur la parcelle cadastrée en section E n° 15 afin d'y créer une voie de desserte. Le propriétaire de ce terrain est tout à fait disposé à le céder à la commune au prix de 5,00 € le m².

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur cette acquisition.

Le conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur BONNEL et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition de 852 m² sur la parcelle cadastrée en section E n° 15 appartenant à Madame Janine ROND, I,
- accepte la proposition d'achat à 5,00 € le m²,
- dit que les frais de bornage et du notaire seront à la charge de la commune,

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes les pièces et actes relatives à la présente délibération.

2019056	Remplacement du ballon d'eau chaude au gaz de la salle omnisports de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué, informe le conseil municipal que le ballon d'eau chaude au gaz de la salle omnisports de Juvigny sous Andaine doit être changé. Deux entreprises ont été contactées pour réaliser les travaux (changement de l'installation à l'identique) :

SCF : 4 718,40 € TTC

SAMC SARL : 7 347,32 € TTC

Le conseil communal propose que l'entreprise SCE soit retenue pour effectuer le changement du chauffe-eau.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer tout en précisant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2019.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte d'effectuer le changement du ballon d'eau chaude au gaz de la salle omnisports,
- décide de retenir l'entreprise SCF pour réaliser ces travaux,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes pièces relatives à la présente délibération.

2019057	Travaux dans le logement de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué, informe le conseil municipal que des travaux d'isolation doivent être effectués dans le logement de la boulangerie au niveau des combles où se situent les chambres. Ces travaux sont estimés à 4 880,00 € HT (5 368,00 € TTC) par l'entreprise VILLETTE de Juvigny sous Andaine. Le conseil communal propose de retenir cette offre et que l'installation électrique soit revue au moment des travaux.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer tout en précisant que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 2019.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte d'effectuer les travaux d'isolation dans le logement de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,
- décide de retenir l'entreprise VILLETTE pour réaliser ces travaux,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes pièces relatives à la présente délibération.

2019058	Travaux de bardage à l'école Yves Duteil (partie communale)
----------------	--------------------------------------------------------------------

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué de Juvigny sous Andaine, informe le conseil municipal que des infiltrations d'eau récurrentes ont été constatées dans le couloir menant à la salle de motricité de l'école Yves Duteil. Monsieur BONNEL rappelle que ce bâtiment appartient à la commune et qu'il est mis à disposition du SIVOS d'Andaine. Un bardage en bac acier est proposé afin de remédier aux

infiltrations. Ces travaux sont estimés à 1 981,58 € TTC par la SARL FDL de Juvigny sous Andaine.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur ces travaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte d'effectuer les travaux de bardage d'un mur à l'école Yves Duteil,
- décide de retenir la SARL FDL pour réaliser ces travaux,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes pièces relatives à la présente délibération.

2019059	Révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué informe le conseil municipal qu'une modification du Plan Local d'urbanisme doit être effectuée pour les zones Az, secteurs situés au cœur des espaces naturels où sont présents des activités et des habitations. Sur ces secteurs, l'extension mesurée des constructions existantes et la construction d'annexes au bâtiment principal est autorisée.

Le règlement du PLU stipule pour ces zones que l'emprise au sol cumulée doit être limitée à 100 m² de surface au sol supplémentaire par rapport à l'emprise du bâtiment existant à la date d'approbation du PLU. Or, un artisan charpentier souhaite faire une extension de 225 m² sur un bâtiment existant afin de faire évoluer son entreprise.

Afin de ne pas pénaliser les entreprises présentes sur ces secteurs, la communauté de communes Andaine-Passais, ayant la compétence PLUI, a lancé une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme de Juvigny sous Andaine.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire approuve à l'unanimité la décision de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine et donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur el Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer toutes pièces relatives à la présente délibération.

2019060	Travaux d'effacement des réseaux (part éclairage public) de la résidence Bellevue (commune déléguée de Juvigny sous Andaine) : validation de l'avant-projet
----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire rappelle que par délibération antérieure, nous avons délégué au Territoire d'Energie Orne nos compétences en matière de génie civil pour les travaux d'éclairage public par le biais d'une convention cadre et d'investissement d'éclairage public.

Il est également rappelé que l'on a missionné le Territoire d'Energie Orne pour le projet d'effacement des réseaux (électriques, télécommunication et d'éclairage public) dans la commune déléguée de Juvigny sous Andaine (résidence Bellevue).

Avant d'engager une étude définitive auprès de l'entreprise attributaire du Territoire d'Energie Orne, un avant-projet sommaire a été réalisé afin de préciser les coûts estimatifs du projet. Ils se décomposent de la sorte :

Résidence de Bellevue	Effacement des réseaux électriques	Génie civil réseaux téléphoniques	Génie civil et matériels d'éclairage public
Coût total TTC	56 206,34 €	9 333,81 €	23 715,16 €
Part communale	0,00 €	0,00 €	19 161,85 €

Il est nécessaire de préciser qu'après notre accord sur cet avant-projet et son enveloppe financière, en cas désistement de notre part, tous les coûts relatifs à l'étude détaillée nous seront facturés.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident par 40 voix Pour :

- d'approuver cet avant-projet sommaire,
- de s'engager à coordonner l'effacement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication (compétence communale) avec l'effacement basse tension,
- de commander une étude détaillée auprès de l'entreprise attributaire du lot 10 du Territoire d'Energie Orne,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette opération.

2019061	Travaux d'effacement des réseaux (part éclairage public) de la commune déléguée de Loré : validation de l'avant-projet
----------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire rappelle que par délibération antérieure, nous avons délégué au Territoire d'Energie Orne nos compétences en matière de génie civil pour les travaux d'éclairage public par le biais d'une convention cadre et d'investissement d'éclairage public.

Il est également rappelé que l'on a missionné le Territoire d'Energie Orne pour le projet d'effacement des réseaux (électriques, télécommunication et d'éclairage public) dans la commune déléguée de Loré.

Avant d'engager une étude définitive auprès de l'entreprise attributaire du Territoire d'Energie Orne, un avant-projet sommaire a été réalisé afin de préciser les coûts estimatifs du projet. Ils se décomposent de la sorte :

Le Bourg	Effacement des réseaux électriques	Génie civil réseaux téléphoniques	Génie civil et matériels d'éclairage public
Coût total TTC	376 744,45 €	34 611,06 €	134 688,47 €
Part communale	0,00 €	0,00 €	108 828,28 €

Il est nécessaire de préciser qu'après notre accord sur cet avant-projet et son enveloppe financière, en cas désistement de notre part, tous les coûts relatifs à l'étude détaillée nous seront facturés.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal décident par 40 voix Pour :

- d'approuver cet avant-projet sommaire,
- de s'engager à coordonner l'effacement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication (compétence communale) avec l'effacement basse tension,
- de commander une étude détaillée auprès de l'entreprise attributaire du lot 10 du Territoire d'Energie Orne,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces relatives à cette opération.

2019062	Acquisition de terrain pour une aire du tri sélectif de la commune déléguée de Loré
----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il convient de faire l'acquisition de la parcelle cadastrée en section 235 ZH 118 d'une contenance de 1 034 m² sur la commune déléguée de Loré afin d'y aménager une aire pour le tri sélectif. En effet, les conteneurs de tri sont actuellement situés en campagne et les usagers y laissent de nombreux objets qui devraient être déposés à la déchetterie. Si l'aire de tri sélectif était aménagée dans le centre du village, il s'instaurerait une auto-surveillance qui éviterait ces incivilités. Le conseil communal de Loré propose de fixer le prix d'acquisition de ce terrain à 1,40 € le m².

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur cet achat et sur l'aménagement d'une aire de tri sélectif.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de réaliser une aire de tri sélectif dans le bourg de la commune déléguée de Loré,
- accepte de faire l'acquisition de la parcelle cadastrée en section 235 ZH 118 d'une contenance de 1 034 m² au prix de 1,40 € le m², soit 1 447,60 €,
- dit que les frais de géomètre et de notaire seront à la charge de la commune,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2019063	Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 3 (menuiseries extérieures et intérieures)
----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le code de la commande publique,

VU le marché conclu avec l'entreprise adjudicataire du lot considéré en application de la délibération du Conseil Municipal du 11 octobre 2018 portant le n° 2018096 relative à l'approbation de l'opération de travaux d'aménagement de 2 logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 (restes à réalisés),

Après en avoir délibéré par 40 voix Pour, décide :

- de conclure l'avenant ci-après détaillé avec l'entreprise suivante dans le cadre des travaux relatifs à l'opération susmentionnée : lot n° 3 (menuiseries extérieures et intérieures),

attributaire : SARL LALANDE – ZA des Avaloirs - 53140 Pré en Pail

marché initial du 29 octobre 2018 d'un montant de 10 115,75 € HT soit 11 127,33 € TTC

avenant n° 1 : - 1,00 € HT soit - 1,10 € TTC

nouveau montant du marché : 10 114,75 HT soit 11 126,23 € TTC

objet :

. moins-value : lambrequin en tôle d'aluminium,

. plus-value : vitrage acoustique, grille de ventilation acoustique, isolation phonique du caisson de volet roulant sur une fenêtre et trois portes-fenêtres,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer l'avenant considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

2019064	Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 5 (plomberie PEC)
----------------	--------------------------------------------------------------------------------------------

Le Conseil Municipal,
Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
VU le code de la commande publique,
VU le marché conclu avec l'entreprise adjudicataire du lot considéré en application de la délibération du Conseil Municipal du 11 octobre 2018 portant le n° 2018096 relative à l'approbation de l'opération de travaux d'aménagement de 2 logements dans le presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé,
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 (restes à réalisés),

Après en avoir délibéré par 40 voix Pour, décide :

- de conclure l'avenant ci-après détaillé avec l'entreprise suivante dans le cadre des travaux relatifs à l'opération susmentionnée : lot n° 5 (plomberie PEC),
attributaire : BABIN ENTREPRISE – Rue John Audubon - 53110 Lassay les Châteaux
marché initial du 29 octobre 2018 d'un montant de 9 946,85 € HT soit 10 941,54 € TTC

avenant n° 1 : 158,08 € HT soit 173,89 € TTC

nouveau montant du marché : 10 104,93 HT soit 11 115,42 € TTC

objet :

- . moins-value : bloc WC,

- . plus-value : bloc WC réhaussé,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer l'avenant considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

2019065	Aliénation du chemin rural n° 4 sur la commune déléguée de Beaulandais
----------------	-------------------------------------------------------------------------------

Par délibération n° 2018126 en date du 3 décembre 2018 le conseil municipal a décidé de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural n° 4 au lieu-dit « La Lande » situé sur la commune déléguée de Beaulandais en vue de sa cession à Monsieur Laurent LEBLANC.

L'enquête publique s'est déroulée du 9 avril 2019 au 23 avril 2019 inclus.

Aucune observation n'a été formulée et le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable.

Par ailleurs, les deux mois à compter de l'ouverture de l'enquête sont écoulés sans que les personnes pouvant être intéressées aient manifesté leur volonté de se regrouper en association syndicale autorisée pour se charger de l'entretien dudit chemin.

Dans ces conditions, constatant que la procédure a été strictement respectée, il est proposé au conseil municipal :

- de désaffecter le chemin rural n° 4 au lieu-dit « La Lande » d'une contenance d'environ 560 m² en vue de sa cession,
- de fixer le prix de vente du dit chemin à 0,50 € le m²,
- de vendre le dit chemin à Monsieur Laurent LEBLANC,
- dit que les frais d'acte notarié et de bornage seront à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de désaffecter le chemin rural n° 4 au lieu-dit « La Lande » d'une contenance d'environ 560 m² en vue de sa cession,
- accepte de vendre le dit chemin à Monsieur Laurent LEBLANC,
- fixe le prix de vente du dit chemin à 0,50 € le m²,
- dit que les frais d'acte notarié et de bornage seront à la charge de l'acquéreur,
- autorise Monsieur le Maire ou Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

2019066	Aliénation du chemin rural n° 33 (pour partie) sur la commune déléguée de Beaulandais
----------------	----------------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur Anthony ERNOULT, concerné par la présente délibération, a quitté l'assistance.

Par délibération n° 2018127 en date du 3 décembre 2018 le conseil municipal a décidé de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural n° 33 (pour partie) au lieu-dit « Les Closets » situé sur la commune déléguée de Beaulandais en vue de sa cession à Monsieur Anthony ERNOULT.

L'enquête publique s'est déroulée du 9 avril 2019 au 23 avril 2019 inclus.

Aucune observation n'a été formulée et le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable.

Par ailleurs, les deux mois à compter de l'ouverture de l'enquête sont écoulés sans que les personnes pouvant être intéressées aient manifesté leur volonté de se regrouper en association syndicale autorisée pour se charger de l'entretien dudit chemin.

Dans ces conditions, constatant que la procédure a été strictement respectée, il est proposé au conseil municipal :

- de désaffecter le chemin rural n° 33 pour partie au lieu-dit « Les Closets » d'une contenance d'environ 1 045 m² en vue de sa cession,
- de fixer le prix de vente du dit chemin à 0,50 € le m²,
- de vendre le dit chemin à Monsieur Anthony ERNOULT,
- dit que les frais d'acte notarié et de bornage seront à la charge de l'acquéreur,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 39 voix Pour :

- accepte de désaffecter le chemin rural n° 33 pour partie au lieu-dit « Les Closets » d'une contenance d'environ 1 045 m² en vue de sa cession,
- accepte de vendre le dit chemin à Monsieur Anthony ERNOULT,
- fixe le prix de vente du dit chemin à 0,50 € le m²,
- dit que les frais d'acte notarié et de bornage seront à la charge de l'acquéreur,
- autorise Monsieur le Maire ou Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais, à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

2019067	Loyers du multiservices de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	----------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire rappelle la délibération du conseil municipal n° 2018084 du 17 juillet 2018 fixant les modalités du bail commercial – et plus particulièrement les modalités de paiement du loyer - du multiservices de la commune déléguée de Sept Forges, à savoir :

- gérance du bar-restaurant-multiservices situé 4 bis route de Céaucé à compter du 1er août 2018 par Madame Bernadette ULTRE,
- . gratuité des loyers pendant les 6 premiers mois à compter du 1er août 2018,
 - . 150,00 HT de loyer mensuel pour les 18 mois suivants,
 - . 300,00 € HT de loyer mensuel à partir de la 3ème année.

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que Madame Bernadette ULTRE n'a pu entrer dans les locaux qu'au 1er septembre 2018 suite au retard des travaux dans le local. De ce fait, Monsieur le Maire propose :

- . que la gratuité des loyers pendant les 6 premiers mois couvre la période du 1er septembre 2018 au 28 février 2019,
- . l'annulation du titre de recette portant sur le loyer et les charges de février 2019,
- . que les autres conditions de paiement des loyers restent inchangés, à savoir 150,00 € HT par mois pour les 18 mois suivants (à compter du 1er mars 2019) puis 300,00 € HT par mois à partir de la 3ème année.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour, décide :

- que la gratuité des loyers pendant les 6 premiers mois couvre la période du 1er septembre 2018 au 28 février 2019,
- l'annulation du titre de recette portant sur le loyer et les charges de février 2019,
- que les autres conditions de paiement des loyers restent inchangés, à savoir 150,00 € HT par mois pour les 18 mois suivants (à compter du 1er mars 2019) puis 300,00 € HT par mois à partir de la 3ème année,
- de donner tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué de Sept Forges, pour signer toutes pièces relatives à la présente délibération.

2019068	Entretien de l'église Saint Aignan de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	---------------------------------------------------------------------------------

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal que des travaux d'entretien doivent être effectués sur le clocher de l'église Saint Aignan de Sept Forges.

Tous les devis n'étant pas parvenus à temps pour la présente réunion, Madame SERAIS est contrainte de reporter ce 13ème point de l'ordre du jour à une prochaine séance.

2019069	Subvention allouée au comité de la stèle du camp du Ruchard (Indre et Loire)
----------------	-------------------------------------------------------------------------------------

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une demande de subvention émanant du comité de la stèle du Ruchard en Indre-et-Loire. Ce lieu, récemment restauré, commémore la mémoire de 15 résistants fusillés par l'armée allemande en 1942 dont un jeune de Juvigny sous Andaine (Marcel MARTEL).

Afin d'aider financièrement la restauration de ce site, il est demandé une subvention de 100,00 € à la commune.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après avoir délibéré, par 40 voix Pour, accepte de verser une subvention de 100,00 au profit du comité de la stèle du cap du Ruchard et charge Monsieur le Maire d'effectuer les écritures comptables nécessaires.

Le conseil municipal,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leur établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Vu l'instruction de la Direction de la Comptabilité Publique n° 72.394.V36 du 17 novembre 1982 selon laquelle l'indemnité de l'année N est calculée à partir des dépenses prévues au premier budget de l'établissement créé,

Décide :

- de demander le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 1 décembre 1983 précité et sera attribuée à Francine DEBANNE, Receveur municipal,
- de lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires pour un montant de 45,73 €.

2019071	Indemnité de gardiennage des églises
----------------	---------------------------------------------

Madame Marcelle GERARD, concernée par la présente délibération, a quitté l'assistance.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le plafond indemnitaire applicable pour le gardiennage des églises pour l'année 2019 est fixé à :

- 479,86 € pour un gardien résidant dans la commune où se trouve l'édifice du culte,
- 120,97 € pour un gardien ne résidant pas dans la commune et visitant l'église à des périodes rapprochées.

Il demande au conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur le montant de :

- 120,97 € pour l'indemnité de gardiennage des églises :
 - . de La Baroque sous Lucé, Beaulandais, Saint Denis de Villeneuve et Sept Forges au profit du Père ROC,
 - . de Lucé au profit du Père ESNAULT-MOREL,
- 300,00 € pour l'indemnité de gardiennage de l'église :
 - . de Loré au profit de Madame Marcelle GERARD.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, par 39 voix Pour décide d'attribuer une indemnité de gardiennage des églises de :

- 120,97 € pour l'indemnité de gardiennage des églises :
 - . de La Baroque sous Lucé, Beaulandais, Saint Denis de Villeneuve et Sept Forges au profit du Père ROC,
 - . de Lucé au profit du Père ESNAULT-MOREL,
- 300,00 € pour l'indemnité de gardiennage de l'église :

2019072	Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial
----------------	------------------------------------------------------------------------------------

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la délibération n° 2017113 en date du 13 novembre 2017 modifiant le temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial pour une durée hebdomadaire de 23 heures,

Monsieur le Maire expose au conseil municipal la nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi d'adjoint technique territorial permanent à temps non complet (23 heures hebdomadaires) considérant la réorganisation du travail des agents du service technique.

Après avoir entendu Monsieur le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

Le conseil municipal, par 40 voix Pour,

DECIDE :

Article 1er : La suppression, à compter du 1^{er} juillet 2019 d'un emploi permanent à temps non complet (23 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial,

Article 2 : La création, à compter de cette même date, d'un emploi permanent à temps complet (35 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial,

PRECISE :

- que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Monsieur le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif (68 rue Raymond IV - BP 7007-31068 TOULOUSE CEDEX 07) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

2019073	Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la CC ANDAINE-PASSAIS dans le cadre d'un accord local
----------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-6-1,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 16/12/2016 fixant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes ANDAINE-PASSAIS,

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la communauté de communes pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

❖ Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribués à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées **au plus tard le 31 août 2019** par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

❖ A défaut d'un tel accord constaté par le Préfet au 31 août 2019, selon la procédure de droit commun le Préfet fixera à 30 sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de la CC ANDAINE-PASSAIS, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2019, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 37 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Communes	Population municipale au 01/01/2019	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Rives d'Andaine	3 060	8
Bagnoles de l'Orne Normandie	2 674	7
Juvigny Val d'Andaine	2 196	6
Passais Villages	1 207	3
Ceaucé	1 206	3
St Mars d'Egrenne	678	2
St Fraimbault	549	2
Mantilly	537	2
Tessé Froulay	393	1
Torchamp	293	1
Perrou	283	1
St Roch sur Egrenne	179	1
	13 255	37

Total des sièges répartis : 37

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de communes ANDAINE-PASSAIS ;

Le Conseil, après en avoir délibéré, par 40 voix pour,

- décide de fixer à 37 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes ANDAINE-PASSAIS, réparti comme suit :

Communes	Population municipale au 01/01/2019	Nombre de conseillers communautaires titulaires
Rives d'Andaine	3 060	8
Bagnoles de l'Orne Normandie	2 674	7
Juvigny Val d'Andaine	2 196	6
Passais Villages	1 207	3
Ceaucé	1 206	3
St Mars d'Egrenne	678	2
St Fraimbault	549	2
Mantilly	537	2
Tessé Froulay	393	1
Torchamp	293	1
Perrou	283	1
St Roch sur Egrenne	179	1
	13 255	37

- autorise Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

2019074	Prise en charge de la compétence facultative « eaux pluviales urbaines » par la communauté de communes Andaine-Passais
----------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

VU l'article L.2226-1 du code général des collectivités territoriales,

VU la loi 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement »,

VU la circulaire du 17 septembre 2018 précisant les modalités d'exercice de la compétence « eaux pluviales urbaines »,

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que cette dernière compétence ne peut plus être rattachée à l'intérêt communautaire de la voirie cœur de bourg tel que la communauté de communes Andaine-Passais l'avait délibéré. Les communautés de communes sont libres d'exercer cette compétence ou non à la différence des métropoles et communautés urbaines qui l'exercent obligatoirement dans le cadre de la compétence assainissement.

Ainsi, si la communauté de communes Andaine-Passais veut continuer à exercer cette compétence relative aux eaux pluviales urbaines (qu'elle gère lors des aménagements de cœur de bourg), il est nécessaire de procéder à une révision statutaire avec consultation des communes sous conditions de majorité qualifiée.

La communauté de communes Andaine-Passais, dans sa séance du 6 juin 2019, a délibéré pour procéder à une modification statutaire relative aux compétences facultatives en ajoutant la compétences « gestion des eaux pluviales urbaines dans le cadre des aménagements de bourgs ».

Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur le projet de statuts qui sera validé dans des conditions de majorité qualifiée identiques à la création d'un EPCI. Cet accord doit être exprimé :

- par au moins deux tiers des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci,
- ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Faute de délibération dans ce délai, l'avis de la commune est réputé favorable.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré par 40 voix Pour :

- accepte la modification des statuts relative à la compétence facultative « gestion des eaux pluviales urbaines dans le cadre des aménagements de bourgs »,
- charge Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération aux services préfectoraux ainsi qu'à Monsieur le Président de la communauté de communes Andaine-Passais.

2019075	Conditions de départ d'un locataire de la commune déléguée de Loré
----------------	---------------------------------------------------------------------------

Madame Marcelle GERARD, concernée par la présente délibération, a quitté l'assistance.

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que des locataires vont quitter un logement communal très prochainement. Durant la période de location, ceux-ci ont construit un garage dans le terrain, en conformité avec la réglementation d'urbanisme en vigueur, et ont installé un insert dans la cheminée. Monsieur le Maire propose que le prix des matériaux de construction du garage et qu'une participation à l'installation de l'insert leur soit remboursé considérant que ceci apporte une plus-value au logement. Il propose :

- qu'une somme de 2 500,00 € soit attribuée aux anciens locataires,
- demande que le loyer soit porté à 439,00 par mois à compter de la prochaine location au lieu des 419,00 € actuellement.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir en délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 39 voix Pour, décide :

- d'allouer une somme de 2 500,00 € à Monsieur et Madame GERARD Jean-Paul et Marcelle en défraiement des travaux effectués,
- de fixer le loyer à 439,00 € par mois à compter de la prochaine location,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2019076	Acquisition d'un désherbeur mécanique
----------------	----------------------------------------------

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a assisté à une démonstration de désherbeur mécanique sur la commune de Céaucé. Ce matériel est conçu pour les surfaces sablées, stabilisées et gravillonnées (allées paysagères, pistes, parkings, voies vertes, cimetières) des plus souples aux plus dures en ne déstructurant pas le sol. En plus de désherber, cet engin reprofile, ratisse et assure une finition parfaite après son passage en laissant en surface les plantes arrachées qui fanent rapidement. Le coût de ce matériel est de 4 771,00 € HT (5 725,20 € TTC).

Monsieur le Maire propose de réaliser un achat groupé avec la commune de Rives d'Andaine elle-même intéressée par cette proposition. Après accord des conseils municipaux respectifs, il conviendra d'établir une convention entre les deux collectivités définissant les modalités notamment financières, selon lesquelles le bien sera utilisé et assuré. Les communes contractantes participeront aux dépenses d'investissement et de fonctionnement afférentes à ce bien par voie de subvention.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur cet achat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte de faire l'acquisition d'un désherbeur mécanique Auprès de la SAS Centre Motoculture Teilleulais,
- décide de retenir le modèle BIN'TRACT 160 de 4 771,00 € HT (5 725,20 € TTC),
- décide que la commune de Juvigny Val d'Andaine fasse l'acquisition du matériel,
- charge Monsieur le Maire d'établir une convention entre les communes de Juvigny Val d'Andaine et Rives d'Andaine sur les modalités :
 - . financières d'acquisition,
 - . d'assurance,
 - . d'écritures comptables du bien,
 - . d'entretien,
 - . de stockage
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire pour signer toute pièce nécessaire à la présente délibération et à ladite convention.

2019077	Convention d'occupation du domaine public avec la société Free
----------------	-----------------------------------------------------------------------

Madame Sylvie SERAIS, Marie délégué, informe le conseil municipal que la société Free souhaite procéder, dans le cadre de l'extension de ses réseaux, au dégroupage de l'accès à la boucle locale du Nœud de Raccordement d'Abonnés de la commune déléguée de Sept Forges. Pour cela des infrastructures seront à créer :

- une armoire de rue et son socle sur la parcelle 469 B 278 appartenant à la commune,
- création des réseaux d'adduction à l'armoire (EDF, FO, FT)
- tranchée traditionnelle en génie civil.

Pour cela, une convention d'occupation du domaine public doit être signée entre la commune et la société Free. Ce document a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la collectivité met à disposition de la société Free un emplacement faisant partie de son domaine public et autorise la société Free à installer, mettre en service, exploiter et entretenir toutes les installations techniques de télécommunications nécessaires au déploiement et à l'exploitation de son réseau sur cet emplacement. La société Free versera à la collectivité une redevance annuelle pour l'occupation du domaine public routier par kilomètre de support de câbles et par mètre carré d'emprise au sol, dont le montant sera de 100,00 €.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame Sylvie SERAIS et après en avoir délibéré, par 40 voix Pour :

- accepte que la société Free implante une armoire permettant le dégroupage de l'accès à la boucle locale du nœud de raccordement d'abonnés sur la parcelle cadastrée 469 B 278,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame Sylvie SERAIS, maire délégué de Sept Forges pour signer toutes les pièces relatives à la présente délibération.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

VU le code de la commande publique,

VU le marché conclu avec l'entreprise adjudicataire en application de la délibération du Conseil Municipal du 27 mai 2016 portant le n° 2016114 relative à l'approbation de l'opération du diagnostic du réseau d'assainissement de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2019 (restes à réalisés),

Après en avoir délibéré par 40 voix Pour, décide :

- de conclure l'avenant ci-après détaillé avec l'entreprise suivante dans le cadre des travaux relatifs à l'opération susmentionnée,

attributaire : S.C.E. - 4, rue Viviani – CS 26220 - 44262 Nantes Cedex 2

marché initial du 17 juin 2016 d'un montant de 69 785,00 € HT soit 83 742,00 € TTC

avenant n° 1 : - 17 981,86 € HT soit - 21 578,23 € TTC

nouveau montant du marché : 51 803,14 HT soit 62 163,77 € TTC

objet :

. non nécessité d'un point de mesure sur déversoir d'orage en Nappe Basse, soit 192,50 € HT,

. inspection nocturne en Nappe Basse non réalisée, soit 1 305,00 € HT,

. non nécessité d'un point de mesure sur déversoir d'orage en Nappe Haute, soit 192,50 € HT,

. passage caméra sur 1 789,20 ml au lieu de 5 000 ml inscrits, soit 9 471,86 € HT,

. pas de dérivation des effluents pour l'ITV, soit 1 500,00 € HT,

. pas de contrôle de branchements au test à la fumée, soit 3 400,00 € HT,

. pas de réhabilitation du poste de la zone artisanale, soit 1 920,00 € HT,

- d'autoriser Monsieur le Maire ou un adjoint à signer l'avenant considéré ainsi que tous documents s'y rapportant pour son exécution.

Date	Numéro	Objet	Page
20/06/2019	2019054	Traitement du phosphore sur la station d'épuration de Juvigny sous Andaine : résultat de la consultation	42
20/06/2019	2019055	Acquisition de terrain pour la création d'une voie desservant les futures constructions d'Orne Habitat sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	42
20/06/2019	2019056	Remplacement du ballon d'eau chaude au gaz de la salle omnisports de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	43
20/06/2019	2019057	Travaux dans le logement de la boulangerie de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	43
20/06/2019	2019058	Travaux de bardage à l'école Yves Duteil (partie communale)	43
20/06/2019	2019059	Révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	44
20/06/2019	2016060	Travaux d'effacement des réseaux (part éclairage public) de la résidence Bellevue (commune déléguée de Juvigny sous Andaine) : validation de l'avant-projet	44
20/06/2019	2019061	Travaux d'effacement des réseaux (part éclairage public) de la commune déléguée de Loré : validation de l'avant-projet	45
20/06/2019	2019062	Acquisition de terrain pour une aire du tri sélectif de la commune déléguée de Loré	46
20/06/2019	2019063	Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 3 (menuiseries extérieures et intérieures)	46
20/06/2019	2019064	Aménagement de 2 logements dans le presbytère : avenant au lot n° 5 (plomberie PEC)	47
20/06/2019	2019065	Aliénation du chemin rural n° 4 sur la commune déléguée de Beaulandais	47
20/06/2019	2019066	Aliénation du chemin rural n° 33 (pour partie) sur la commune déléguée de Beaulandais	48
20/06/2019	2019067	Loyers du multiservices de la commune déléguée de Sept Forges	48
20/06/2019	2019068	Entretien de l'église Saint Aignan de la commune déléguée de Sept Forges	49
20/06/2019	2019069	Subvention allouée au comité de la stèle du camp du Ruchard (Indre et Loire)	49
20/06/2019	2019070	Indemnité de conseil allouée au comptable du Trésor	50
20/06/2019	2019071	Indemnité de gardiennage des églises	50
20/06/2019	2019072	Modification du temps de travail d'un poste d'adjoint technique territorial	51
20/06/2019	2019073	Fixation du nombre et de la répartition des sièges du conseil communautaire de la CC ANDAINE-PASSAIS dans le cadre d'un accord local	51

20/06/2019	2019074	Prise en charge de la compétence facultative « eaux pluviales urbaines » par la communauté de communes Andaine-Passais	53
20/06/2019	2019075	Conditions de départ d'un locataire de la commune déléguée de Loré	54
20/06/2019	2019076	Acquisition d'un désherbeur mécanique	54
20/06/2019	2019077	Convention d'occupation du domaine public avec la société Free	55
20/06/2019	2019078	Diagnostic du réseau d'assainissement de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine : avenant n° 1	56